



## MOTION D'ACTUALITE SUR L'ÉNERGIE

---

### **Pour que l'énergie revienne aux mains des travailleurs et des citoyen(ne)s !**

La libéralisation du secteur de l'énergie est un échec cuisant ! Tant pour les consommateurs que pour le secteur même.

Les partisans de la libéralisation du secteur énergétique avançaient que la libéralisation devait permettre d'obtenir des avancées importantes, comme la baisse de la facture des consommateurs et la garantie d'approvisionnement, l'amélioration de la qualité du service, l'élargissement de l'offre et son adaptation aux besoins du consommateur. Or on est loin du compte.

Entre 2007 (début de la libéralisation du marché de l'énergie) et 2017, le prix de l'électricité au consommateur final (toutes taxes comprises) a augmenté en moyenne de 71,81 % pour un client résidentiel (CREG – régulateur fédéral) !

Aujourd'hui, dans un secteur « libéralisé », qui s'en remet aux lois du marché, la survie de certains outils de production n'est rendue possible que grâce à l'intervention financière de l'Etat, à coup de subsides ou autres montages ingénieux (mécanisme de rémunération de capacité - CRM, réserve stratégique, subsides renouvelables).

Cette libéralisation démontre à souhait que lorsqu'un Etat ne détient pas la maîtrise d'un secteur aussi stratégique que celui de l'énergie, cela s'opère au détriment de l'intérêt général de la population, des travailleurs et de la sécurité d'approvisionnement d'un pays. En effet, il est dangereux de laisser le privé manœuvrer à sa guise car son objectif premier est la maximisation des profits des actionnaires avant la rencontre de l'intérêt général.

C'est pourquoi la FGTB Fédérale milite autant que possible pour un secteur de l'énergie dans des mains publiques, avec tant des entreprises publiques, des intercommunales, que des coopératives citoyennes comme valeurs fixes.

La FGTB Fédérale demande dès lors qu'à côté du soutien de la montée en puissance de l'autoproduction, tant par les citoyen(ne)s (via notamment des coopératives) que de certaines entreprises, l'Etat fédéral mette sur pied, dans un bref délai, une stratégie d'investissement public ambitieuse (via, notamment l'appel à l'épargne citoyenne) en matière de capacité de production d'électricité qui permette aux autorités publiques de reprendre le contrôle de ce secteur stratégique.

L'Etat doit pouvoir investir directement dans des unités de production : pour garantir une indépendance énergétique maximale du pays.

Pour la FGTB Fédérale, cela constitue les conditions indispensables pour éviter que l'évolution de ce secteur n'aboutisse à l'application du principe '*Nationalisation des coûts et privatisation des bénéfices*'.

Dans ce cadre la FGTB exige également une représentation des travailleurs dans toutes les instances chargées du suivi et du contrôle de ce secteur stratégique. Cela commence par le respect immédiat du Comité Consultatif Gaz Electricité, rattaché à la CREG et à court terme par une participation des syndicats et des citoyen(ne)s dans le nouvel organe prévu par le gouvernement MR-NVA, le Comité fédéral Energie, afin d'éviter la seule accapuration de cet organe par les représentants des intérêts du monde patronal.

Concernant la production : sans vouloir revenir sur la décision de fermer les centrales nucléaires existantes selon le timing établi par les autorités fédérales, il convient de développer un mix énergétique capable d'assurer une indépendance énergétique maximale du pays et une sécurité

d'approvisionnement largement basée sur un ancrage de la production locale. Ce mix énergétique, nécessitant une adaptation et une consolidation urgentes du plan d'équipement concertées avec les interlocuteurs sociaux, doit se construire par le renforcement des capacités de production existantes, tout en encourageant le développement de nouvelles capacités pour les centrales à gaz ainsi que celui de filières de production d'énergies renouvelables (biomasse, solaire, éolien) ou basées sur des technologies innovantes.

La question des interconnexions et de l'approvisionnement par des pays voisins ne peut être abordée qu'en complément au développement de ce mix énergétique belge et dans un souci de cohérence et de garantie d'emploi dans le secteur en Belgique. Les réseaux de demain doivent pouvoir faire face à des excédents ou déficits temporaires d'électricité renouvelable (par exemple les jours avec peu ou beaucoup de soleil et de vent), via des systèmes de stockage comme des batteries ou par l'échange d'énergie avec les pays voisins.

L'emploi doit être une priorité dans l'élaboration de ce mix énergétique. Il faut optimiser l'emploi structurel direct et indirect en Belgique en évitant le dumping social, et via la régularisation dans tous les segments du secteur. Il faut à la fois garantir l'emploi existant et la création d'emplois de qualité, dans le respect des négociations sectorielles relatives aux conditions de travail (en ce compris la rémunération) des travailleurs en activité dans les filières actuelles (entre autres pour les travailleurs concernés par la filière du nucléaire), en tenant compte des compétences et de leurs niveaux de qualification.

Comme mentionné plus haut, sans revenir sur la décision de fermer les centrales nucléaires existantes selon le timing établi par les autorités fédérales, il convient de s'assurer prioritairement que ce mix énergétique de production d'énergie, s'inscrive dans une transition juste vers une société bas carbone, respecte conjointement les objectifs d'indépendance énergétique maximale et de sécurité d'approvisionnement du pays, de maintien des emplois, des compétences, de niveaux de formation et de rémunération actuels, de dialogue social, du développement économique, du respect de nos engagements climatiques ainsi que de politique de maîtrise et de contrôle des prix, au profit de l'ensemble des consommateurs.

Concernant le transport, il faut un renforcement du contrôle et de la participation de l'état dans le transport du gaz et de l'électricité. La libéralisation de ce segment est elle aussi inacceptable. La Belgique doit veiller à ce que son approvisionnement en énergie ne soit pas uniquement basé sur les importations via de gros réseaux de transport, ce qui pourrait avoir un effet néfaste sur les prix. Un développement équilibré du réseau de transport s'impose pour éviter le black-out.

Concernant la distribution, la FGTB Fédérale insiste également pour que les réseaux de distribution de gaz et d'électricité demeurent impérativement aux mains du secteur public.

Concernant la vente, la FGTB défend un contrôle des prix renforcés et une baisse de la TVA. Chaque fournisseur doit offrir un tarif transparent et il faut que des règles claires soient édictées pour des fluctuations de prix éventuelles.

Et vu que l'énergie (électricité et gaz) est un bien de première nécessité, Il est indispensable de protéger les couches sociales économiquement défavorisées et menacées par la pauvreté énergétique et vu que la meilleure énergie est celle qui n'est pas consommée, la FGTB demande qu'un vaste programme de gestion de la demande et d'utilisation rationnelle de l'énergie soit développé !

Enfin, il est indispensable que l'Union européenne se dote, enfin, d'une réelle politique commune sur l'énergie. Et ce afin d'assurer la cohérence des politiques, garantir une transition juste vers une économie bas carbone, éviter la concurrence entre Etats, pour garantir l'accessibilité d'une énergie durable et bon marché aux consommateurs, et enfin garantir la sécurité d'approvisionnement dans l'intérêt des travailleurs et des consommateurs.